

Édition du samedi 21 juin 2008



Saint-Mathieu L'aire des gens du voyage a été inaugurée

C'est un grand jour pour William et Doriane. Ce sont leurs deux fillettes qui ont eu, hier soir, l'honneur de couper le ruban d'inauguration de l'aire des gens du voyage, à Saint-Mathieu-de-Trévières. Arrivée il y a deux semaines, la famille apprécie ce confort inédit. Elle n'est pas la seule. La moitié des seize emplacements est occupée.

Le préfet Cyrille Schott a fait le tour du site, accompagné de plusieurs élus, et félicité la Communauté du pic Saint-Loup pour la qualité de cet équipement ouvert fin avril. L'opération a coûté plus de 600 000 €, financée pour moitié par la communauté, le reste par l'État, le Département et la Caf.

L'exercice des discours, d'habitude convenus, a été mis à profit par certains pour assener quelques vérités.

Jérôme Lopez, maire de Saint-Mathieu : « Il est plus facile d'aller devant les électeurs avec un projet de piscine plutôt qu'une aire. Mais la commune a toujours eu du courage politique. L'implantation à deux pas du collège et des écoles favorise l'intégration sociale. Le temps des poulaillers dévasté est révolu. » Alain Poulet a ajouté que la création de cette aire s'inscrivait dans un projet social où l'aide à la scolarisation, l'accès aux soins, aux démarches administratives sont favorisés. Jacques Rigaud, représentant André Vezinhet, a pour sa part prévenu le préfet que le retrait de l'aide financière de l'État programmé d'ici la fin de l'année serait néfaste. «

Le financement est nécessaire pour encourager les communes à s'engager pour les gens du voyage. »

Évoquant le blocage de la réalisation d'une aire à Saint-Gély à cause d'un contentieux, il a dénoncé « *l'intolérance* ». Le préfet, après avoir réitéré ses compliments, a montré sa détermination à faire avancer le schéma départemental adopté en 2003. « Je voulais être là, a-t-il expliqué, pour dire aux autres maires qu'il faut s'y mettre. J'ai fait le point à l'automne. Ce n'est pas fabuleux. Sur 1 990 places prévues, 260 existent. Fin 2008, il y en aura 520. Tous les terrains devront être localisés à cette date. L'État interviendra financièrement jusque-là. Je compte sur l'aide du conseil général pour convaincre les maires. Une révision du schéma est prévue mais le nombre de places restera inchangé. Je compte sur vous, vous pouvez compter sur moi. » Son message sera-t-il entendu ?

C. S.